

Séminaire européen

SIG – Les enjeux des élections de juin 2009

Bruxelles 13 novembre 2009

Programme et inscription sur www.celsig.org

Conseil européen

Le Conseil européen des 15 et 16 octobre derniers s'est prononcé, notamment, sur ♦ la situation économique et financière mondiale : il affirme sa détermination à agir de manière coordonnée et complète et salue la création par la Commission d'un groupe à haut niveau en vue d'améliorer la coordination au niveau européen ♦ le traité de Lisbonne : la situation créée par le non irlandais sera examinée lors du Conseil de décembre ♦ le plan climat-énergie sur lequel il souhaite être en mesure de se prononcer également au Conseil de décembre ♦ la sécurité énergétique : en particulier, il invite la Commission à finaliser le paquet législatif relatif au marché intérieur de l'électricité et du gaz avant la fin de la législature, à accélérer la mise en oeuvre du plan d'action européen sur l'efficacité énergétique, à poursuivre la diversification des sources d'énergie ♦ la composition du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe dont il a désigné les membres.

Energie

♦ **Conseil énergie** : Suite au compromis dégagé lors du Conseil énergie de juin dernier sur une solution alternative optionnelle à la séparation des activités des opérateurs entre production et fourniture d'un côté et réseau de transport de l'autre (voir bulletins 224 et 239/240), le Conseil du 10 octobre dernier est parvenu à un accord politique sur le 3^{ème} paquet législatif de libéralisation du marché intérieur du gaz et de l'électricité présenté en septembre 2007 par la Commission. L'accord se prononce, notamment, sur ♦ une clause devant permettre une concurrence équitable entre opérateurs sous régimes patrimoniaux différents ♦ un texte précisant les conditions régissant l'éventuelle prise de contrôle d'un gestionnaire de réseau par une entité d'un pays tiers ♦ le système de vote au sein de l'Agence de coopération des régulateurs : une voix par Etat membre.

♦ **Connexions transfrontières** : Les gestionnaires de réseau de transport (GRT) d'électricité allemands, belge, français, luxembourgeois et néerlandais ont établi, le 1^{er} octobre dernier, leur société de services communs transfrontaliers, la CASC-CWE (Capacity Allocation Service Company for the Central West-European Electricity Market).

L'Espagne et la France ont conclu, en juin dernier, un accord en vue de la réalisation d'une ligne électrique à haute tension entre Barcelone et Perpignan afin de tripler, d'ici 2011, la capacité d'interconnexion électrique entre les deux pays. Dans la mesure du possible, la ligne, qui suscite l'opposition des riverains et des écologistes depuis une quinzaine d'années, sera enfouie ou utilisera des infrastructures existantes. .../...

European Seminar

SGI – Challenges of the European elections of June 2009

Brussels 13th November 2009

Programme and registration at: www.celsig.org

European Council

The European Council of 15th and 16th October 2008 dealt on, in particular, ♦ the world's economic and financial situation: it confirms its determination to act in a coordinated and comprehensive way and welcomes the establishment, by the Commission, of a high level group with the view to improve coordination at the European level ♦ the Treaty of Lisbon: the situation brought about by the Irish no-vote will be discussed during the December Council ♦ the climate-energy plan on which it equally wishes to have a say at the December Council ♦ energy security: it, in particular, calls on the Commission to finalise the legislative package on the internal market for electricity and gas before the end of the legislature, to speed up the implementation of the EU action plan on energy efficiency and to carry on with the diversification of energy sources ♦ the composition of the Reflection Group on the Future of Europe whose members it appointed.

Energy

♦ **The Energy Council**: Following the compromise reached at the energy Council in June 2008 on an alternative optional solution to operator unbundling between production and supply on the one hand and transport network, on the other hand (see bulletins 224 and 239/240), the Council meeting of 10th October 2008 reached a political agreement on the 3rd legislative package of liberalisation of the internal market for gas and electricity presented by the Commission in September 2007. The agreement dwells on, in particular, ♦ a clause aimed to allow fair competition among operators under different heritage regimes ♦ a text specifying the conditions governing the possible takeover of a network operator by another body from a third party country ♦ the voting system within the Agency for Cooperation of regulators: one vote per Member State.

♦ **Cross-border connections**: The German, Belgian, French, Luxembourg and the Netherlands transmission system operators (TSO) for electricity, on 1st October 2008 set up their own cross-border joint services provider-, the CASC-CWE (Capacity Allocation Service Company for the West-Central European Electricity Market).

Spain and France reached an agreed in June 2008, to install a high voltage electricity transmission cable between Barcelona and Perpignan with the view to triple electricity interconnection capacity between the two countries by 2011. Wherever possible, this line, which is has attracted opposition from residents and environmentalists over the past fifteen years, will be buried or use existing infrastructure. .../...

Transports

♦ Lors du Conseil du 9 octobre dernier, les Etats membres, notamment en matière de :

i/ Sécurité maritime : ont dégagé un accord politique sur une version allégée des deux dernières propositions de directives du troisième paquet maritime (ou paquet Erika III), l'une concernant le respect des obligations des Etats du pavillon et l'autre la responsabilité civile et les garanties financières des propriétaires de navires. Dans les deux cas, les textes adoptés ne prévoient plus de transfert de compétences des Etats membres vers le niveau communautaire.

Par ailleurs, dans une déclaration commune, non contraignante, les Etats membres s'engagent, en particulier, à agir au sein de l'OMI (Organisation maritime internationale) pour parvenir dès que possible à un accord sur un cadre international régissant la responsabilité et l'indemnisation des dommages liés au transport par mer de matières dangereuses, à s'engager à se lier, d'ici 2013, par un certain nombre de conventions internationales portant sur la responsabilité en cas de pollution. Rappelons que les textes doivent retourner en conciliation devant le Parlement européen qui est partisan d'une approche communautaire contraignante en matière de sécurité maritime (Voir bulletins 239/240, 237 et 186).

ii/ Contrôle aérien : ont adopté une résolution sur le lancement de la phase de développement du nouveau système de gestion du trafic aérien en Europe (SESAR) et une orientation générale pour la constitution d'une entreprise commune pour la réalisation du système, dotée du statut d'organisme communautaire.

iii/ Emissions de gaz à effet de serre (ETS) : ont confirmé leur volonté d'inclure le secteur de l'aviation dans le système communautaire d'échanges de quotas ETS.

♦ Dans le secteur du transport ferroviaire, le Parlement européen a adopté, le 4 septembre dernier, le rapport de Michael Cramer (Verts/ALE, Allemagne) qui est favorable à la proposition de la Commission européenne d'assurer le financement des infrastructures ferroviaires au travers de contrats pluriannuels entre les Etats membres et les gestionnaires d'infrastructures afin de garantir un financement durable et qui invite celle-ci à "demander instamment" aux Etats membres de les mettre en place (Voir bulletins 239/240, 232).

Cour de justice

In house : Dans un arrêt C-371/05 du 17 juillet 2008, La Cour dit que la commune de Mantoue (Italie) n'était pas tenue de faire appel à la concurrence, en vertu de la directive 92/50 portant procédure pour la passation des marchés publics, avant de conclure la convention pour la gestion, la maintenance et le développement de ses services informatiques municipaux dans la mesure où cette convention donne au pouvoir adjudicateur la capacité d'influencer de manière déterminante les décisions et les objectifs stratégiques de la société adjudicataire puisque l'autorité publique nomme les organes de direction de la société et qu'un fonctionnaire est chargé d'orienter et de contrôler l'action de celle-ci (point 26) et où l'entreprise effectue l'essentiel de son activité avec les collectivités la détenant (point 32).

Sur ce dernier point voir également l'arrêt "Tragsa" du 19 avril 2007 dans le bulletin 219.

Transport

♦ During the Council meeting of 9th October, Member States discussed matters in relation to, in particular,;

i/ Marine Safety: Member States reached a political agreement on a revised version of the last two draft directives for the third maritime package (known as the Erika III package), one concerning the obligations of flag States and the other one regarding civil liability and financial guarantees required of ship owners. In both cases, the adopted texts no longer provide for the transfer of competences from Member States towards the Community level.

Further, in a joint statement, which is not binding, Member States undertake to, in particular, act within the IMO (International Maritime Organization) with the goal to achieve, as soon as possible, an agreement on an international framework governing the liability and compensation for damages related to maritime transportation of hazardous materials, commit themselves to abide by a number of international conventions covering the liability in the event of pollution, by 2013. It should be recalled that the text must return for conciliation at the European Parliament, which supports a binding Community maritime safety approach (See bulletins 239/240, 237 and 186).

ii/ Air Control: they have adopted a resolution on the launching of the development phase of the new system for air traffic management in Europe (SESAR) and the general guidance for setting up a joint venture to develop the system, which will have the status of Community Organisation.

iii/ Emissions of greenhouse gases (ETS): they have confirmed their willingness to include aviation in the Community's Emission Trading Scheme ETS.

♦ As regards the rail transport sector, on 4th September 2008 the European Parliament adopted the report by Michael Cramer (Greens/EFA, Germany) which is in favour of the proposal by the European Commission to ensure funding for rail infrastructures, through multi-year contracts between Member States and infrastructure operators in order to ensure sustainable funding and, calls on the Commission to "urge" Member States to establish these contracts (See bulletins 239/240, 232).

Court of Justice

In house: In a decision C-371/05 of 17th July 2008, the Court ruled that the town of Mantova (Italy) was not obliged to engage a competitive bidding, as stipulated under directive 92/50 on public procurement procedures, prior to concluding a contract for the management, maintenance and development of its municipal services insofar as this agreement gives the contracting authority the power to significantly influence decisions and strategic objectives of the contractor firm since the said authority appoints administrative bodies of the firm and, further, an official is named to guide and control activities thereof (point 26) and where the company conducts most of its work with communities owning it (point 32).

On this last point see also "Tragsa" ruling of 19th April 2007 in Bulletin 219.